



**Comment accélérer tous ensemble  
l'industrie verte en France ?**

## Concertation Industrie Verte

## Rapport d'analyse

Mai 2023

# À propos de Make.org

Organisation neutre et indépendante, Make.org est le **leader français de la démocratie participative en Europe**, qui a engagé, depuis 2016, plus de 8 millions de personnes dans **plus de 100 opérations de démocratie participative** pour le compte des institutions européennes, de gouvernements européens, de régions et de métropoles. Make.org est établi à **Paris, Berlin et Bruxelles**.

Nous avons développé des plateformes numériques de participation uniques en leur genre pour permettre une très grande participation des citoyens et des parties prenantes grâce à **des interfaces utilisateur optimisées** pour un engagement maximal. De plus, nous mettons à profit **notre expertise dans la mobilisation des parties prenantes**, afin que les différents publics visés puissent participer massivement et dans toute leur diversité, que ce soit en ligne ou sur le terrain.

Enfin, **nos sociologues et data scientists** s'assurent que la parole des participants se transforme **de manière fiable en résultats clairs et actionnables**.

Le travail de Make.org répond à des exigences de **neutralité, d'indépendance et de transparence**. Celles-ci s'expriment dans **notre charte éthique et sont validées par un comité d'éthique** indépendant composé d'experts et de citoyens choisis au hasard. Make.org s'engage également à protéger les données personnelles de tous les participants et à rendre les participations accessibles à tous. Toutes nos équipes et nos serveurs sont situés en Europe et nous respectons la législation européenne en vigueur.



# Le panorama de la concertation

## Chiffres clés de la concertation

Concertation réalisée du **03/04/2023** au **24/04/2023**



**8 829**

Participant(e)s

---



**8**

Mesures

---



**3 773**

Commentaires

---



**29 808**

Réactions

---

# Les données à disposition

## Les réactions sur chaque section d'un mesure

### En quoi consiste ce projet ?

L'action consiste à proposer un accompagnement simple aux restaurateurs pour faciliter leur transition vers un modèle d'emballages réutilisables et consignés en créant une coalition avec des acteurs de la livraison à emporter, des solutions de lavage et de consignes. Faisant suite à la charte d'engagement signée par le Ministère de la transition écologique et les acteurs de la livraison à emporter en début d'année, l'objectif est notamment de co-construire avec des acteurs de la livraison à emporter un référentiel permettant de labelliser les restaurants adoptant des pratiques responsables afin de les mettre en avant sur leurs plateformes.

La proposition citoyenne au départ du projet est celle de Christine : "il faut privilégier les emballages en verre, les consigner (bouteilles, yaourts, plats traiteurs). Eviter tous les primeurs sous film plastique"

### Pensez-vous que ce projet est pertinent ?

😊 OUI, ABSOLUMENT

👍 OUI, JE SUIS D'ACCORD

😐 NON, PAS VRAIMENT

😞 NON, PAS DU TOUT

## Les commentaires sur la mesure

### 16 commentaires

**Antiope**

15/01/2022 - 05:43 Signaler

Il est dommage que pour les plats à emporter le consommateur ne peut pas lui même apporter son contenant de chez lui, résultat zéro déchet, mais quid de la pratique, par contre déjà les pizzerias utilisent des emballages en carton donc recyclables, des contenants en verre consignés je doute que le consommateur rapporterait ce dernier au restaurant ou autre, barquette en aluminium recyclable, ou des contenants en carton... Il est vrai que c'est une question difficile à l'heure actuelle...

↩ Répondre

**cynthia**

28/12/2021 - 12:46 Signaler

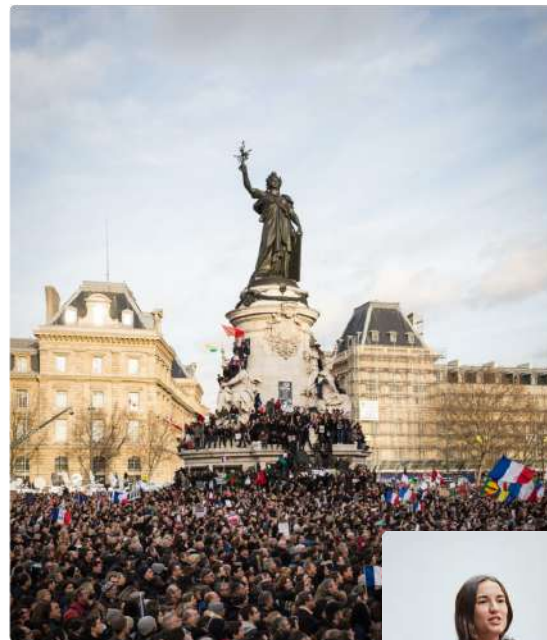
Lors de ventes à emporter de repas, il faudrait travailler sur le cycle de livraison pour que le livreur puisse venir récupérer les emballages et les remettre au restaurateur. Le client pourrait par exemple déposer les emballages devant sa porte pour réduire les contraintes.

↩ Répondre

# Analyse comparée des mesures

# Sommaire

<b>A propos de Make.org</b> .....	<b>3</b>
<b>Le panorama de la concertation</b> .....	<b>4</b>
Les chiffres clés de la concertation .....	5
Les données à disposition .....	6
<b>Partie 1 : Analyse comparée des mesures</b> .....	<b>7</b>
Les 8 mesures soumises à concertation .....	8
Taux d'engagement par mesure .....	10
Questions associées aux mesures .....	11
Positionnement des mesures .....	12
<b>Partie 2 : Analyse par mesure</b> .....	<b>13</b>
<b>Financer</b>	
- Créer un label industrie verte .....	14
- Crédit d'impôt investissement vert .....	18
- Livret vert .....	22
- Livret climat jeune .....	26
<b>Faciliter</b>	
- Economie circulaire et recyclage des déchets industriels .....	30
- Economie circulaire et recyclage des déchets industriels .....	34
<b>Former</b>	
- Quotas ingénieur .....	38
<b>Favoriser</b>	
- Standards triple E .....	42



# Les 8 mesures soumises à concertation

## Financer

### “Livret vert”



503 commentaires  
4 772 réactions

### “Livret climat jeune”



389 commentaires  
3 616 réactions

### “Créer un label « Industrie verte »



393 commentaires  
3 351 réactions

### “Crédit d'impôt pour aider sur les technologies vertes ”



565 commentaires  
4 189 réactions

## Faciliter

### “Economie circulaire et recyclage des déchets industriels ”



464 commentaires  
4 295 réactions

### “Réduction des délais d'implantation d'usine”



473 commentaires  
3 850 réactions



# Les 8 mesures soumises à concertation

**Former**

**“Quotas en école  
d'ingénieur”**



502 commentaires  
4 057 réactions

**“Triple E”**



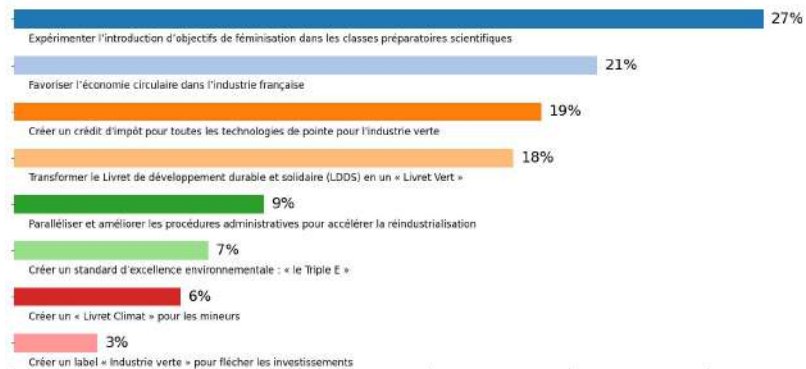
476 commentaires  
3 444 réactions

**Favoriser**

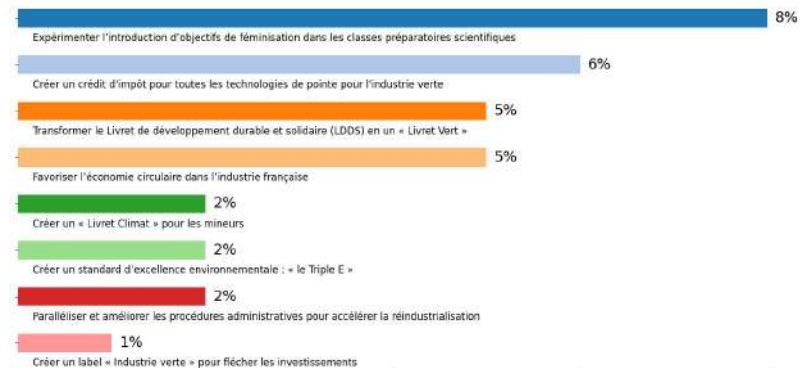
## Taux d'engagement par mesure

Les taux d'engagements des mesures sont obtenus à partir de la proportion de citoyens ayant réalisé une action (vote ou commentaire) sur une mesure, rapportée à la part totale de visiteurs de la mesure. Les taux d'engagements soulignent l'intérêt des participants à prendre part à certaines mesures.

### Taux de réaction par mesure (% de visiteurs ayant voté sur une section)



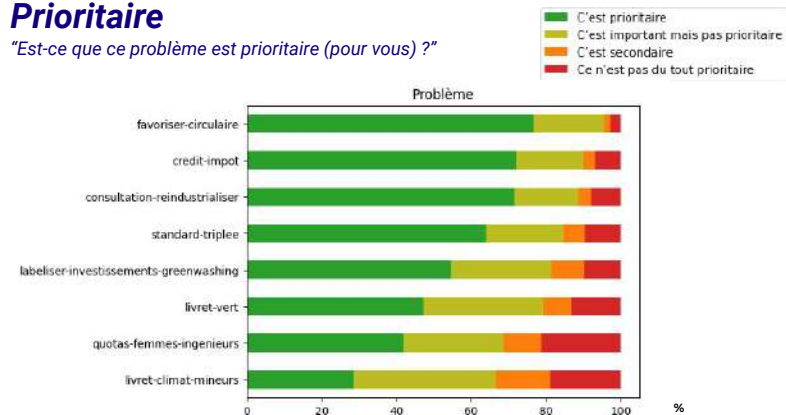
### Taux de commentaire par mesure (% de visiteurs ayant commenté une mesure)



## Questions associées aux mesures

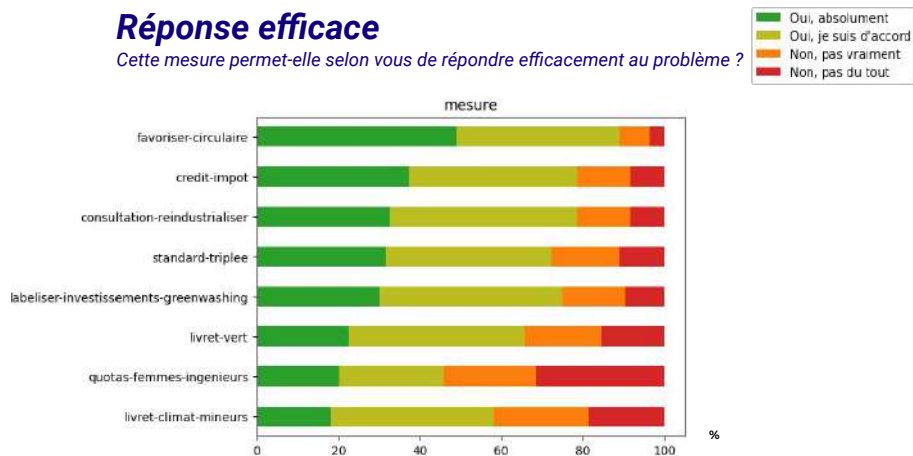
### Prioritaire

"Est-ce que ce problème est prioritaire (pour vous) ?"



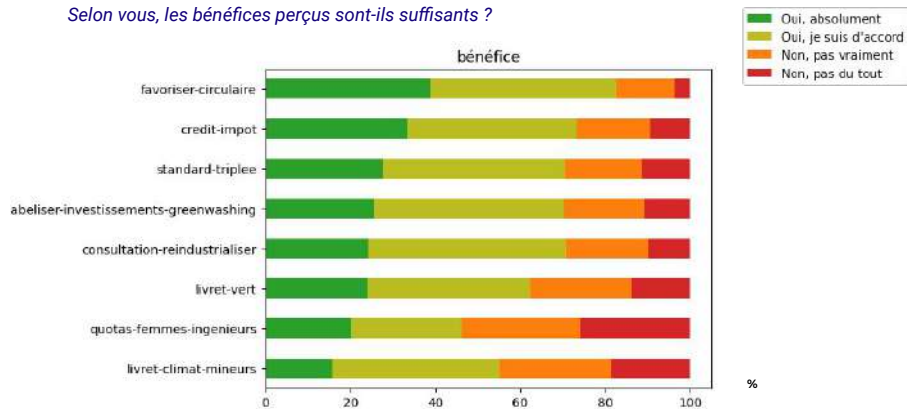
### Réponse efficace

Cette mesure permet-elle selon vous de répondre efficacement au problème ?



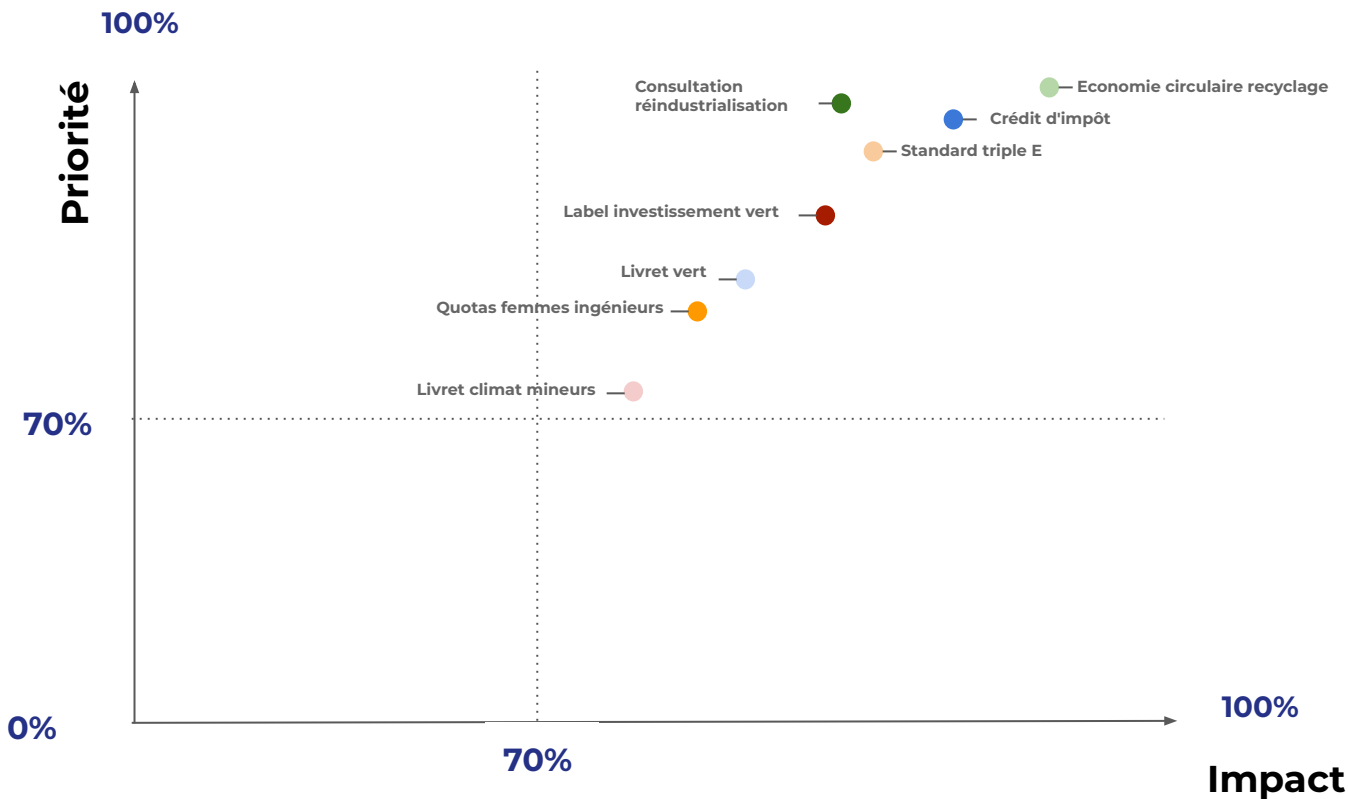
### Bénéfices suffisants

Selon vous, les bénéfices perçus sont-ils suffisants ?



## Positionnement des mesures (priorité X impact)

La matrice de positionnement des mesures prend en compte les réponses à la question sur le caractère prioritaire de chaque mesure (axe ordonnée) ainsi qu'une moyenne des réponses aux questions d'impact et de bénéfices perçus sur chaque mesure (axe abscisse). Cette matrice est relative puisqu'elle accentue les écarts de positionnement entre chaque mesure afin de les hiérarchiser (chacune se situant entre 70% et 100% d'adhésion positive).



# Analyse par mesure

Analyse par mesure  
-  
Financer

## “Créer un label industrie verte”

*393 commentaires ; 3 351 réactions*



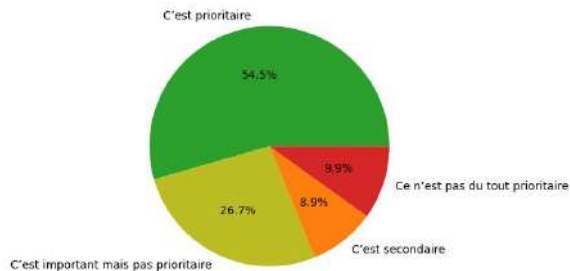
# “Créer un label industrie verte”

393 commentaires ; 3 351 réactions



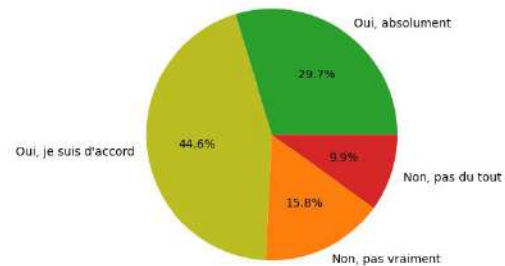
## Prioritaire

“Est-ce que ce problème est prioritaire (pour vous) ?”



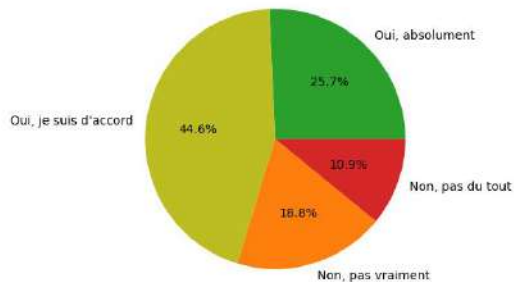
## Réponse efficace

Cette mesure permet-elle selon vous de répondre efficacement au problème ?



## Bénéfices suffisants

Selon vous, les bénéfices perçus sont-ils suffisants ?



# “Créer un label industrie verte”

393 commentaires ; 3 351 réactions



## Idées principales

(entre 10 et 25% des commentaires)

### Le multiplication des labels questionne les citoyens

- **L'addition d'un trop grand nombre de label (Ecovadis, B-corp, RGE, CSRD, ESG) fait débat** auprès des citoyens qui évoquent une complexité administrative grandissante pour les entreprises.
- La crainte également **d'un manque de visibilité, et donc d'efficacité, sur les labellisations** pour les acteurs et les citoyens eux-mêmes.
- La mesure gagnerait à **préciser que les TPE et PME sont également concernés.**

### Renforcer les contrôles préalables à la labellisation tout comme ceux a posteriori

- **Une demande de suivi plus appuyé**, notamment de la part de l'État, **concernant le processus de labellisation.** Les citoyens demandent également à préciser **les acteurs ou institutions qui seront en charge de ce label.**
- **Redoubler d'encadrement pour servir un label crédible** : effectuer des contrôles réguliers et indépendants, transparence sur des fonds des labellisés, jusqu'à l'examen de leurs politiques d'achats et de sourcing vert.
- **Des sanctions si non respect du label**, par exemple rembourser les aides perçues, ou **“dégradation” du label** en fonction de la gravité du manquement.

### Les mesures additionnelles pour renforcer le label

- Les citoyens soulignent plusieurs initiatives pouvant être articulées avec la mesure : **un système incitatif d'avantages fiscaux** ou de réduction de charge, notamment si les financements du fonds sont RSE. **Accompagner le label de formations pour les start-up et TPE/PME. Un volet sociétale et citoyens plus important**, en sélectionnant des fonds vertueux (rôle des banques) composés par exemple d'épargnes citoyennes. **Sécuriser et bloquer** les fonds sur plusieurs années.

Encore et toujours la création de labels...dont la multiplication crée l'illisibilité et la complexité administrative contradictoire avec la simplification que tous les acteurs attendent...

Évitons de créer plus de confusion dans la multitude des labels et références.

Le même statut que les autres agents doit être appliqué. Pourquoi ne pas harmoniser?

Quelle différence avec la certification B corp?

quelles seraient les mesures de contrôle? en nombre d'inspecteurs et de financements adéquats ?

La labellisation doit permettre une meilleure compréhension pour l'investisseur et le garantir de l'efficacité de ce choix. Elle doit être strictement encadrée, complète et précise pour s'assurer de la bonne orientation climatologique.

Mettez déjà en place un véritable contrôle de gestion dans les services de l'état, les collectivités publiques, l'enseignement et la recherche (gros investisseur) et vous éviterez bien des gaspillages qui sont parfois excessivement producteurs d'émission de gaz à effet de serre

"Il faut aussi inciter voir pénaliser les donneurs d'ordres à faire leurs commandes en tenant compte de ce label - on ne peut pas être vertueux sur site et passer des commandes à des fournisseurs en Chine, Asie, etc .... qui eux sont pollueurs ! La politique d'achat et de sourcing doit entrer en lice pour l'obtention du label. Avec bien évidemment de l'intelligence, si je n'ai pas d'autre choix alors je ne dois pas être pénalisé !"

Afin d'augmenter l'attrait de ces investissements "verts" et donc les montants perçus, serait-il intéressant d'ajouter un avantage fiscal complémentaire ?

A mon avis, c'est un bon début de mesure pour aider les projets innovants à accéder aux financements privés. En revanche, il faut encore l'orienter vers les acteurs qui en ont vraiment besoin et notamment les startups. Cela pose doc la question de qui redistribue ces financements et vers quels types d'acteurs (PME ou grands groupes qui n'ont aucune difficulté à se financer).

Il serait bon de déployer un label et des dispositions associées qui mettent en avant une transparence (dans l'obtention ou non), une simplicité de compréhension (dans l'expression du contenu) et une réelle représentativité des mesures prises (dans les mécanismes d'évaluation, de réévaluation et d'attribution, de retrait lorsque nécessaire) et des objectifs atteints (dans la vérification concrète de la mesure des résultats atteints).

"Il serait logique et cohérent que les entreprises labellisées "triple E" disposent d'un accès prioritaire à ces fonds et/ou que ces fonds soient dans l'obligation de financer une part définie d'entreprises labellisées "triple E". Il est nécessaire que ces fonds soient ouverts à l'épargne salariale afin de permettre aux entreprises souhaitant partager la valeur produite avec leurs salariés de le faire en étant certaines de la perspective de transition écologique des placements effectués."



# “Créer un label industrie verte”

393 commentaires ; 3 351 réactions



## Idées secondaires

(entre 10% et 2% des commentaires)

### Vigilance sur les risques de greenwashing

→ **les citoyens s'inquiètent des dérives de greenwashing** que la mesure pourrait entraîner alors que celle-ci vise précisément à réduire le phénomène. La crainte d'un label pouvant être “acheté” et dont **les modalités de contrôle gagneraient à être précisées.**

### Mieux définir les critères de labellisation

→ **là encore, les citoyens proposent d'affiner les critères d'éligibilité au label** :

mieux prendre en compte des critères sociétaux et responsables, donner une place prépondérante aux critères RSE dans la labellisation.

→ **Travailler en amont sur l'écosystème de label existant** en prenant en compte la refonte des labels actuels, reprendre leur critères.

→ Mieux prendre en compte : **l'énergie utilisée** par les entreprises, leurs **externalités, l'impact** sur la biodiversité sol etc.

### Étendre le label à certains secteurs, ainsi qu'à toute l'Europe

→ Appliquer le label **aux structures publiques** à travers les marchés publics et plus largement **à toute la chaîne de production** (fournisseurs, partenaires commerciaux etc.)

→ Les citoyens plaident également **une extension du label dans toute l'UE**, dans une logique de contrôle global.

"Attention aux risques très importants de green washing... il y a déjà bien trop d'abus actuellement. "

"Comme pour label il faudra payer pour l'obtenir et beaucoup d'entreprises payeront pour l'obtenir et ne feront rien pour respecter la charte. Donc pas de label et une surveillance assidue de toutes les entreprises par un organisme indépendant."

Tout l'enjeu est de définir des critères pertinents, qui garantissent que leur respect est aligné sur l'intention initiale du label et ne permet pas facilement de faire du greenwashing.

"Le succès de ce label dépend des critères relatifs à la transition environnementale". Quelles activités rentrent dans ces critères ? Une entreprise dont 95% du chiffre d'affaires est lié au secteur O&G et qui utilise les bénéfices de cette partie de son activité pour verser des dividendes au lieu d'investir dans sa transition doit-elle pouvoir bénéficier des financements au motif que 5% de ses activités sont des ENR ? Les critères de labellisation doivent être précis et restrictifs pour ne pas dévoyer le label entier."

"Les critères peuvent être différents selon les filières industrielles.

Il faudrait que les organisations soient plus matures sur la façon dont elles collectent, traitent, valorisent et échangent leurs données, via une approche de Gouvernance des Données. Cela permettra d'être objectif sur la labellisation des organisations et les standards. Cette maturité est très hétérogène selon les secteurs industriels et serviciels."

Il faut une démarche globale impliquant tous les ministères et pas flécher uniquement les investissements dans le secteur de l'industrie. Il faut une feuille de route afin de savoir où on veut aller et un rétro planning pour savoir comment on va y parvenir et pour permettre à tous les français s'adapter aux changements qui vont arriver. À ce sujet je vous conseille d'écouter les podcasts du monde "chaleur humaine"

Serait-il possible de considérer un label européen sur ce sujet?

Si nous nous forçons à être plus performants au niveau environnemental, il faut impérativement que nous obligeons nos partenaires commerciaux à l'être aussi, en exigeant au minimum le même niveau de performance et en le contrôlant bien plus drastiquement que ce que nous faisons en interne union européenne. Sinon nous plomberons notre compétitivité sans avoir d'impact significatif sur le climat et l'environnement. En matière de législation et labels, tout est sous contrôle. Très insuffisant aujourd'hui pour enclencher une dynamique réelle.

Analyse par mesure  
-  
Financer

## “Crédit impôt investissement vert”

*565 commentaires ; 4 189 réactions*



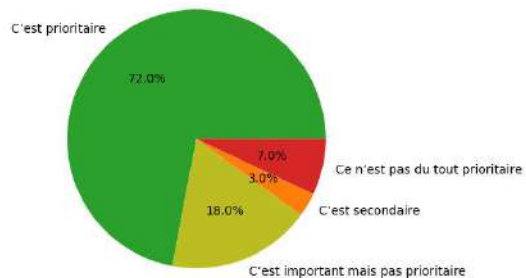


# “Crédit d'impôt investissement vert ”

565 commentaires ; 4 189 réactions

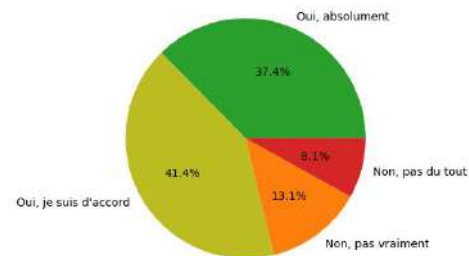
## Prioritaire

“Est-ce que ce problème est prioritaire (pour vous) ?”



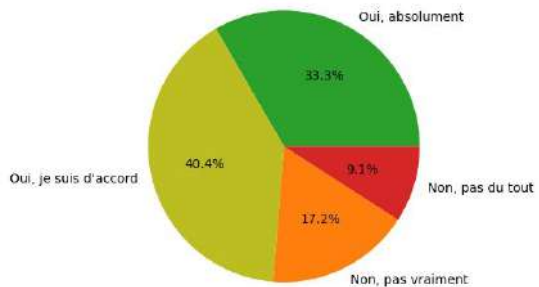
## Réponse efficace

Cette mesure permet-elle selon vous de répondre efficacement au problème ?



## Bénéfices suffisants

Selon vous, les bénéfices perçus sont-ils suffisants ?



# "Crédit d'impôt investissement vert "

565 commentaires ; 4 189 réactions



## Idées principales

(entre 10% et 20%  
des commentaires)

### Une mesure plébiscitée pour sa dimension incitative

→ la mesure est saluée pour dimension incitative, ses bénéfices sont spontanément perçus quant à son objectif environnemental, économique et territorial.

### Définir plus en détail les critères d'accessibilité au crédit

→ Conditionner l'obtention du crédit à des prérequis de production tel que l'éco-conception (durabilité, sobriété).

→ Conditionner les bénéficiaires : **uniquement les entreprises les plus vertueuses** (proposition d'un classement, ou du recours aux labels) ainsi qu'en fonction de la nature de leurs investissements.

→ Conditionner fortement l'obtention à la pratique de l'analyse du cycle de vie par le titulaire, ou encore au développement de la réparation (par le biais de garanties produits ou d'investissement).

→ Il est également question de critères de production sur le territoire français et d'objectifs de maintien de l'emploi.

→ Permettre enfin d'élargir l'accès au crédit pour les PME/TPE, le rendre plus agile pour les petites structures en région.

### Des mesures de soutien complémentaires au crédit d'impôt

→ D'abord sur l'allègement des charges de production et de travail dans ces industries, mais aussi sur les démarches administratives de recours au crédit.

→ Ensuite en multipliant les dispositifs directs d'aide à l'investissement, voire les participations directes de l'Etat qui pourraient passer, entre autres, par une défiscalisation progressive de certaines activités.

→ Ensuite en orientant les aides autrement que sous forme de crédit d'impôt : grâce aux aides à l'installation, à l'équipement, à la construction, là encore afin de favoriser la réindustrialisation

→ Aider spécifiquement la réparation, le réemploi et le reconditionnement : de nouveau par la TVA directe (conditionnée par l'ACV).

Il est important d'aider par le crédit d'impôt les investissements en France sur ce secteur stratégique. D'autres pays le font très bien (pays scandinaves notamment)

Un crédit d'impôt pour les technologies de pointe pourrait stimuler l'innovation dans l'industrie verte. En offrant une incitation financière pour l'adoption de technologies, encourager les entreprises à investir davantage dans la recherche et le développement de nouvelles technologies. Les entreprises seraient également plus susceptibles de collaborer avec des partenaires de recherche et des institutions académiques pour développer des technologies de pointe.

Cette mesure est efficace si elle conditionne le crédit d'impôt à une éco-conception de ces technologies: sobriété en ressources, durabilité des technologies, etc.

Bien cibler ce crédit d'impôt vers les entreprises qui en feront le meilleur usage.

Il faudrait que ces aides soient plus conséquentes quand les équipements innovants fabriqués en France ont été conçus en France.

Il me semble que cela doit s'inscrire dans le développement des territoires. Notamment. Les plus défavorisés, pour créer un double effet. Redensifier les zones rurales et apporter des industries de haute technologie. qualité de vie et richesse économique."

Bien que nécessaire, le crédit d'impôt doit s'accompagner d'une baisse sensible des impôts de production pour les mettre au niveau des pays concurrents les moins imposés.

Un crédit d'impôt R&D existe déjà pourquoi une couche supplémentaire au millefeuille ? Nous avons besoin d'agilité et de moins de freins administratifs.

"Avant de bénéficier d'un crédit d'impôt, même si c'est une mesure incitative, il faut faciliter l'installation de ce type d'industrie (même s'il semble difficile de produire les matières premières qui doivent souvent être importées

Défiscaliser pendant les premières années, les bénéfices des TPE qui font des investissements pour produire localement, sous des énergies non polluantes ou des matériaux permettant la réalisation de produits permettant des économies d'énergie.

Afin d'encourager le développement de la réparation, il serait intéressant de mettre en place une TVA réduite pour cette activité. En effet, le coût de la réparation par rapport à l'achat de produits neufs amène souvent à préférer l'achat neuf à la réparation, faute de prix suffisamment attractif.

# "Crédit d'impôt investissement vert "

565 commentaires ; 4 189 réactions



## Idées secondaires

(entre 10 et 2 % des commentaires)

### Précisions sur les activités et produits bénéficiaires du crédit d'impôt

- Orienter le crédit vers l'installation de panneaux photovoltaïques chez les particuliers, grâce à des aides individuelles.
- Flécher le crédit vers des **produits européens** en priorité.
- Ouverture du crédit à d'autres techniques et sources d'énergies (le **recyclage, les eaux usées, l'hydrogène, l'hydroélectricité, la géothermie**) et de certains domaines (comme l'agriculture, la reforestation).

### Mieux contrôler l'affectation du crédit

- Par le biais d'**évaluation/études** conditionner ces crédits à ce monitoring.
- **Quelques doutes persistent sur la capacité de l'Etat à contrôler le bon usage du crédit.** Limiter ainsi **les effets d'aubaine**, notamment en sanctionnant : pouvoir par exemple demander le remboursement des aides en cas de non respect.
- Puis renforcer le ciblage et le suivi des aides, particulièrement sur les aides françaises, **donc plus de transparence sur leur attribution.**

### Débat sur le nucléaire dans le cadre du crédit d'impôt

- **La question du nucléaire prête à débat** puisque certains citoyens estiment qu'il ne devrait pas faire partie des activités éligibles au crédit.

### Envisager également un volet citoyens

- **Mieux prendre en compte l'inflation dans la crédit** ou encore inciter en parallèle les citoyens à changer les modes de vie pour multiplier les leviers de changement.

Encourager bien plus les entreprises faisant de la Production Photovoltaïque en Autoconsommation car ils vont soulager le Réseau EDF, les aider sur le Stockage ( Batteries) pour que le surplus soit utilisé de nuit avec les véhicules qui restent sur le parc plutôt que favoriser la revente en journée la ou la production répond déjà à la demande!!

Les produits manufacturés (de type ""industrie verte"" ) hors UE doivent être lourdement pénalisés par des tarifs douaniers aux portes de l'UE. Ca peut aussi passer par un système de bonus-malus en fonction du pourcentage de pièces fabriquées sur le territoire européen.

Il serait surtout urgent d'encourager les technologies non encore matures mais en devenir comme celles liées à l'hydrogène et/ou à la fusion nucléaire pour prendre de l'avance et ne pas être toujours suiveurs

Il faut attacher ces crédits d'impôts à des études ciblées dans le temps avec un sujet lié à une phase d'industrialisation d'un procédé déjà reconnu.

Cette mesure de crédit d'impôt et/ou de subventions est intéressante dès lors que les vérifications nécessaires soient faites en amont et au terme de l'intervention afin d'écartier les chasseurs de ce genre d'aide

a condition que les subventions et autres crédits d'impôt soient strictement encadrés et que le prix de ces solutions pour le consommateur final ne soit pas augmenté du fait qu'il y a subvention à l'investissement

"Ok pour le projet global si le nucléaire n'est pas classé comme énergie verte. Ce qui serait une aberration au vu de ses déchets équivalents à terme à une bombe nucléaire "

L'inflation risque de réduire fortement les résultats de ces mesures. Une étude d'impact est-elle réalisée ?

"Encore des transactions financières, décidément notre pays ne fonctionne qu'à coups de primes, crédits, subventions...La meilleure solution (qui ne nous sauvera pas de toute façon) est de changer nos modes de vie vers la décroissance et d'arrêter d'exploiter les richesses des autres.

Analyse par mesure  
-  
Financer

## “Livret vert”

*503 commentaires ; 4 772 réactions*



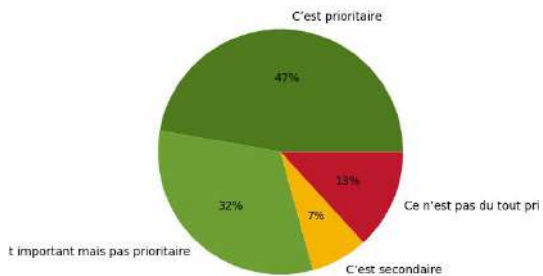
# “Livret vert”

503 commentaires ; 4 772 réactions



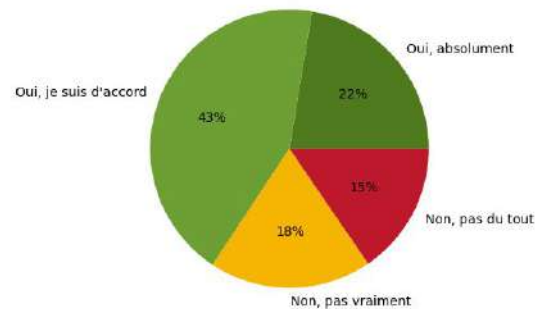
## Prioritaire

“Est-ce que ce problème est prioritaire (pour vous) ?”



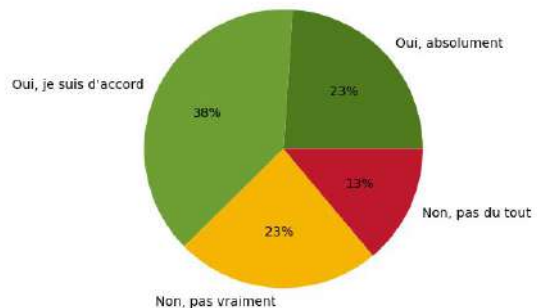
## Réponse efficace

Cette mesure permet-elle selon vous de répondre efficacement au problème ?



## Bénéfices suffisants

Selon vous, les bénéfices perçus sont-ils suffisants ?



# “Livret vert”

503 commentaires ; 4 772 réactions



## Principales idées

(entre 10 et 25% des commentaires)

### La question des secteurs à financer via ce livret vert rassemblent le plus de commentaires

→ **Le sujet de l'énergie cristallise les opinions.** Si le financement de panneaux photovoltaïques et de la rénovation énergétique semblent les plus consensuels ; le développement du nucléaire suscite de nombreux avis contradictoires, notamment en raison de la controverse autour de l'impact écologique réel de cette source d'énergie. Certains participants affirment qu'ils fermeront leur livret s'il sert à développer ce secteur. Il est dans tous les cas demandé de financer la transition énergétique en parallèle d'une baisse des investissements dans les énergies carbonées.

→ **D'autres idées d'investissements sont mentionnées par les citoyens :** reboisement ; emplois verts ; protection de la biodiversité...

→ **La dimension locale des investissements doit également faire l'objet d'une attention accrue,** dans une perspective régionale, nationale, ou au plus loin en Europe.

### La complexité du livret et des changements qu'il apporte au LDDS est particulièrement critiquée

→ **De nombreux participants pointent la complexité de cette solution** et l'impossibilité pour la majorité des Français de réellement se saisir en toute conscience de cette opportunité d'investissement.

→ **Ils préféreraient un choix clair et plus cohérent selon eux.** Soit le maintien et le renforcement du LDDS soit la création d'un livret vert distinct et indépendant. L'hybridation d'un système existant suscite des réticences.

Et pourquoi pas créer un livret pour financer le nucléaire qui est indispensable, si bien sécurisé, et les éoliennes avec un taux de rémunération équivalent au LEP.

Il faut également exclure l'utilisation des fonds pour le nucléaire. Si un jour un livret sert à financer le nucléaire, je le fermerai.

Accorder un avantage fiscal aux épargnants, orienter l'épargne locale pour des projets locaux/régionaux

Il sera nécessaire de garantir le financement de projets verts en France ou en Europe

Une partie de l'épargne pourrait aider à financer des projets divers : reboisement des régions qui souffrent le plus des sécheresses et feux, concrétisation de projets pour la formation et l'emploi pérenne des jeunes ou seniors dans des métiers liés à l'environnement, financement de projets de recherche (pour la protection des espèces marines, pour des études publiques du degré de pollution et pour le développement de mesures concrètes de dépollution qui impliqueraient des habitants du bord littoral ou des jeunes en période estivale...).

Si c'est pour investir dans le nucléaire ce n'est pas développer les énergies vertes mais participer à l'empoisonnement de la terre.

Il est essentiel de flécher l'épargne vers les financements et investissements oeuvrant à la transition écologique. Ils seront toutefois insuffisants si on continue d'investir massivement dans l'exploitation des énergies fossiles : cet argent doit être redirigé vers la rénovation, l'efficacité, le low-tech et les énergies renouvelables

Cette mesure avec deux compartiments est trop complexe. Non lisible pour le commun des mortels. Posez la question aux Français des livrets disponibles et vous verrez l'ignorance générale.

L'idée est bonne mais pourquoi déshabiller Pierre pour habiller Paul. Oui, je suis pour la création d'un livret vert (dont avec plaisir j'en ouvrirai un) mais pas transformer le LDDS en Livret vert.

Un livret VERT, tout simplement, aux objectifs clairs, à la rémunération incitative et sécurisée serait bien plus attrayant et efficace que ce bricolage.

Comment complexifier un système pour rien. Il suffirait de renforcer les contraintes du LDDS au lieu de créer un deuxième compartiment avec des règles différentes.

Il faut soit : - créer un livret spécifique pour cette action ;  
- augmenter le plafond du LDD pour intégrer l'enveloppe à risque.



# “Livret vert”

503 commentaires ; 4 772 réactions

## Idées secondaires

(entre 5 et 10% des commentaires)

### Des inquiétudes sur la fiabilité du label qui permettra aux entreprises de bénéficier des investissements

→ **Les critères du label ne sont pas bien compris par les participants** qui s'inquiètent donc de l'impact réel du livret. Par exemple, le label ISR ne convainc pas.

→ **Une volonté que le label soit construit par des acteurs indépendants de l'Etat sans conflits d'intérêts** : experts, associations, organismes privés...

→ **Des solutions innovantes pour identifier la nature des investissements** : établir une note de confiance sur les investissements actualisée régulièrement.

### La transparence des investissements est fortement demandée

→ **Les citoyens demandent que les investissements réalisés à partir de ce livret soient transparents** : traçabilité de l'argent ; bilans annuels ; suivi des données...

→ **Plusieurs commentaires prennent en exemple des acteurs de finance verte existants** sur lesquels il est possible de s'appuyer : Helios.do ; Green Got ; la NEF...

### Des demandes sur le fonctionnement concret du livret : rémunération et plafond

→ **La plupart des participants souhaitent rendre les investissements plus rentables** que ce qui est proposé actuellement afin de le rendre réellement attractif.

→ **Le plafond proposé dans le projet ne semble pas suffisant** pour les citoyens, ils souhaitent l'augmenter.



Il faut définir au préalable ce qu'est un investissement vert pour éviter de gaspiller l'argent dans de faux projets

Par exemple, si l'idée est de flécher vers des produits labellisés ISR, ça semble très insuffisant compte tenu de la largesse actuelle du label versus les enjeux auxquels nous faisons face.

Je ne suis pas favorable à des labellisations par le politique donc l'Etat. (Haute Valeur Environnementale)  
Il serait nécessaire de confier cela à des associations ou organismes privés spécialisés dans le financement "vert"

Également assurer l'indépendance et l'absence de conflits d'intérêts des organismes et personnes délivrant ces labels.

Du coup, au lieu de labelliser "verte" ou "pas verte", il vaudrait mieux se contenter de mettre une sorte de note de confiance sur l'investissement du style : "investissement x% conforme à ce qui est annoncé", note très souvent actualisée. Du coup, l'instabilité potentielle de l'encours diminuerait la tentation de détourner l'investissement pour autre chose qu'annoncé.

Tracer l'épargne pour vérifier qu'elle parte vers des projets industriels « vert »

Comment l'investisseur peut-il tracer son investissement ? Comment rend-on cela tangible pour lui ? (a t'il un impact report chaque année ? chaque mois ? Y a t'il des datas particulières ? une capacité de regarder les projets de son portefeuille ?)

Oui à condition que cela soit transparent (beaucoup plus qu'aujourd'hui) vis à vis de ce que finance vraiment ce livret. Il sera peut-être nécessaire de s'appuyer sur les néo banques du sujet, plus agiles et avec une vraie exigence sur l'utilisation des fonds (helios.do, green got, la nef, etc...)

J'ai peur que le dispositif manque de transparence. Il faudrait s'inspirer de ce que font actuellement certaines fintech vertes comme Goodvest ou GreenGot.

Bonjour, je pense qu'il faut abonder le rendement au dessus du livret A et supprimer le plafond

Pour rendre le dispositif incitatif, il doit se démarquer et être plus attractif que les autres modes d'épargne.

Analyse par mesure  
-  
Financer

## **“Livret climat jeune”**

*389 commentaires ; 3 616 réactions;*



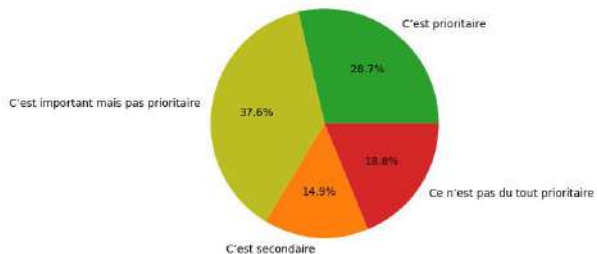
## “Livret jeune climat”

389 commentaires ; 3 616 réactions;



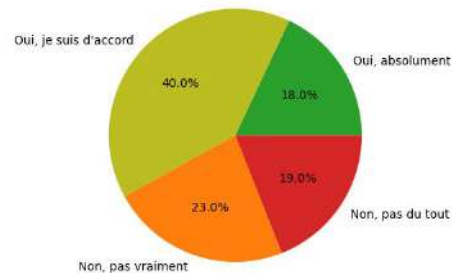
### Prioritaire

“Est-ce que ce problème est prioritaire (pour vous) ?”



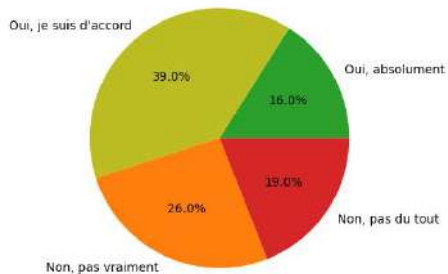
### Réponse efficace

Cette mesure permet-elle selon vous de répondre efficacement au problème ?



### Bénéfices suffisants

Selon vous, les bénéfices perçus sont-ils suffisants ?



# “Livret jeune climat”

389 commentaires ; 3 616 réactions;



## Idées principales

(entre 10% et 25% des commentaires)

### Une mesure qui fait débat

→ Certains participants s'étonnent que les jeunes soient directement mis à contribution pour l'économie verte : **la mesure pourrait les désavantager et il serait préférable d'activer d'autres leviers financiers**, plus d'impactant que l'épargne (fiscalité, taxation des entreprises/industries non vertueuses). **Le sentiment que les citoyens ne doivent pas être les seuls à contribuer**, renforcé par un sentiment que le mesure ne profite qu'aux plus aisés.

→ Certains citoyens estiment néanmoins que **le livret permet une avancée pédagogique et d'éducation au climat tout renforçant l'épargne.**

### Libérer les taux et le plafond du livret

→ **Le plafond de 12 000€ est jugé trop bas**, certains évoquent une extension à 20 000, voire 80 000 euros, notamment pour permettre à la famille un plus grand apport.

→ **Augmenter également les taux, donc le rendement du livret**, pour le rendre plus incitatif (et le démarquer du livret A).

→ **Sécuriser le livret dans le temps**, contre les risques de fluctuation. Garantir la non volatilité de l'épargne, notamment en lien avec l'actuelle inflation.

### Mesure complémentaires

→ Les citoyens proposent une série de mesures venant **accompagner ou préciser** la mise en place du livret :

- Ajouter le déblocage **d'aides** ou ou **tarifs jeune** avec l'ouverture du livret
- Autoriser **les grand parents** à ouvrir et alimenter le livret
- Rendre **la fiscalité** du livret plus avantageuse lors de sa clôture
- **Doubler les intérêts** sur les première années en fonction de la bonne qualité du placement
- Ouvrir le livret à d'autres **catégories de population**, aux seniors
- Débloquer plus facilement le livret pour **le financement des études** (donc avant la majorité).

Les sommes récoltées par cette épargne seront loin de couvrir les frais de décarbonation de notre industrie, j'en suis sûr et certain !

Je trouve cette mesure particulièrement cynique : utiliser les économies de notre jeunesse alors que c'est elle qui risque de trinquer par notre faute. Il faudrait plutôt demander aux seniors , dont je fais partie !

Cette mesure peut avoir une efficacité si elle a une valeur pédagogique : à l'instar des sustainability linked bond, il faudrait lier le taux de rémunération à un comportement vertueux : participation à des actions de restauration de l'environnement, de formation des autres à la lutte contre le changement climatique, à la validation de formations, achats de produits d'occasion...

Aurait de plus un double effet pédagogique : apprentissage sur les produits d'épargne et sensibilisation aux problématiques d'écologie.

Un taux d'épargne plus intéressant encore

Bonjour, il serait utile d'augmenter sensiblement le plafond. Cette mesure est bien, mais pas suffisante à mon sens.

Assurer la non volatilité de cette épargne au long cours quelles que soient les circonstances et conjonctures politiques. Inclure les ressources indispensables à la vie, notamment la gestion de l'eau. Ce livret devrait être géré par un fonds "d'état " et non les banques lambda.

Bonjour, il serait utile d'augmenter sensiblement le plafond. Cette mesure est bien, mais pas suffisante à mon sens.

Pourquoi ne pas lier à ce livret le fait de pouvoir bénéficier d'aide ou de tarif préférentiel (pour le jeune ou pourquoi pas les parents ayant ouvert le livret) pour l'aide à la transition écologique ou énergétique de leur logement ou de leur véhicule.

Il faudrait relever le montant mobilisable et prévoir une autorisation des parents pour l'ouverture du Livret Climat. Un régime fiscal incitatif permet de transmettre aux générations qui suivent les clés de la transition écologique nécessaire et confère une compensation à une rentabilité d'investissement qui n'est pas immédiate.

Les grands parents devraient pouvoir ouvrir ce livret au nom des petits enfants, le taux de rendement devrait être plus attractif que le livret A s' il est plafonné à 12000€. Et peut être une prime en fin de plafond qui serait affectée à un fond écologique souhaité par le bénéficiaire.

"Il faudrait créer une mesure forte provoquant des investissements importants. Par exemple doubler l'intérêt sur les deux premières années SI le placement est au minimum de 6 ans."

## “Livret jeune climat”

389 commentaires ; 3 616 réactions;



### Idées secondaires

(entre 10 et 5% des commentaires)

#### Renforcer le contrôle et le suivi des investissements permis par le livret

→ Les citoyens sont sensibles à la **vérification de l'orientation du produit d'épargne** : fléchage des investissements vers des industries vertes (sinon ne pratiquant pas le greenwashing, comme pourrait l'indiquer la mesure “label”), en fonction de l'entreprise ou de la nature du projet, de l'utilisation des fonds et de leur composition. **La mesure devrait amener plus de transparence sur ces éléments**, tout comme sur le processus de choix des fonds d'investissement.

→ **De même, obliger les banques à orienter les investissements du livret vers du non fossile** (le débat sur le nucléaire est toujours présent dans les commentaires). Renforcer et communiquer les critères environnementaux en vigueur.

#### Adosser le livret à des initiatives de sensibilisation sur le climat

→ Renforcer le dispositif par **un état des lieux “instructif” annuel : quel bilan d'investissement du livret épargne**, dans la perspective de sensibiliser les jeunes titulaires à l'impact de leur livret.

#### Capitaliser également sur les produits d'épargne existants

→ **Créer des synergies avec les produits d'épargne existants et identifiés** : PEA, livret A, contrats d'assurance fonds verts et plus généralement l'épargne disponible.

Je souhaiterais qu'il y ait une réelle transparence sur l'utilisation des fonds (quelle entreprise, quels secteurs en bénéficient), sur les conflits d'intérêts des différents acteurs

Oui, si cela se mettait en place, il faudrait que les banques et instruments financiers qui s'en emparent soient sortis du financement du “fossile”. En “clair obscur” ce serait une façon d'établir une liste noire des “banques qui plombent le climat” !

S'assurer que l'argent soit bien consacré à des projets verts et non des détournements comme on le voit encore trop souvent pour des projets de greenwashing

Afficher clairement les critères d'investissement.

Sensibiliser les enfants qui auront un livret par un retour d'informations annuel sur les investissements fait support papier et/ou informatique ludique permettant de constater l'évolution permise par leur participation. but sensibiliser les nouvelles générations.

Un livret climat pour les mineurs semble une bonne idée pour impliquer la jeunesse vers une révolution industrielle dans laquelle ils seront les premiers concernés.

Utiliser l'épargne existante en proposant des placements dans ce sens pour tous.

Encore un livret de plus. Pourquoi ne pas décider d'utiliser les livrets d'épargne populaires. Les critères sont quasiment les mêmes. Certes c'est du court terme mais comme n'importe quelle sicav.

Analyse par mesure  
-  
Faciliter

## “Réduction des délais d'implantation d'usine”

*473 commentaires ; 3 850 réactions*



# “Réduction des délais d'implantation d'usine”

473 commentaires ; 3 850 réactions



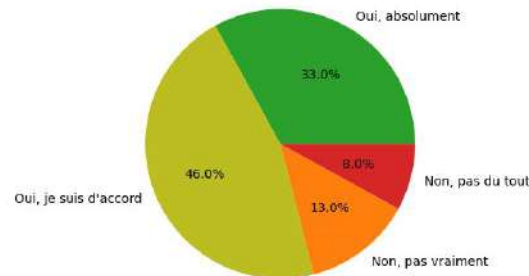
## Prioritaire

“Est-ce que ce problème est prioritaire (pour vous) ?”



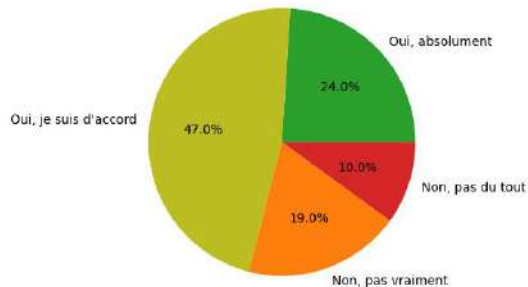
## Réponse efficace

Cette mesure permet-elle selon vous de répondre efficacement au problème ?



## Bénéfices suffisants

Selon vous, les bénéfices perçus sont-ils suffisants ?



# "Réduction des délais d'implantation d'usine"

473 commentaires ; 3 850 réactions



## Principales idées

(entre 10 et 25% des commentaires)

### Aller plus loin dans la simplification des démarches

#### → La dimension de simplification de la mesure est largement saluée.

Les citoyens appellent néanmoins à fluidifier encore davantage la lourdeur administrative vue comme systémique : mutualiser les services, supprimer les avis de certaines institutions, simplifier au global les normes, codes et lois.

→ **Appliquer une plus grande réduction des délais** surtout au niveau des traitements administratifs.

→ Exemple de solution : **le guichet unique** pour fluidifier, accélérer les process et permettre une plus grande lisibilité.

### Mesure qui pourrait être précisée

→ Les citoyens précisent :

. Plus de contrôle lors des consultations : **mentionner le nombre d'avis** et leur nature ; mieux intégrer le rôle des experts, envisager un contrôle extérieur par citoyens tirés au sort.

. **Développer la coordination de tous les acteurs**, avec par exemple avec un coordinateur indépendant, ou une équipe de chefs de projets transversaux. **Mieux intégrer les études d'impact.**

→ **Renforcer le poids de l'avis des commissaires enquêteurs.**

Les faire nommer par la DREAL ou la CNDP.

→ **Créer des cellules d'accompagnement** au sein des DREAL.

"Il est temps de simplifier les procédures , tout en respectant les enquêtes administratives , environnementales, mais on doit limiter les procédures d'appel qui ont un seul but entraver la mise en route des projets pour des raison politiques et souvent personnelles ou pas militantismes exacerbé e je suis contre car c est un projets de mon adversaire politique même si celui-ci est positif pour la vie des gens et de la ville , ou de la région

En l'état actuel des différentes procédures, c'est clairement un handicap à la compétitivité de l'industrie française. Toute amélioration du dispositif ne peut qu'être bénéfique !

Alléger la lourdeur administrative est une chose, il faut obtenir la validation des citoyens qui sont le plus souvent les plus au fait des conséquences environnementales. Il faut pour cela créer des comités de citoyens dont l'accord sera une obligation et qui pourront exiger des améliorations et modifications du projet.

Créer un guichet unique dans chaque entité géographique pour faciliter les démarches et accélérer les procédures."

Il serait pertinent de développer une équipe de chefs de projets transversaux au sein des communautés d'agglomération dont le rôle serait d'être le seul et unique point de contact et de coordination vis-à-vis des porteurs de projets industriels. Cela permettrait dès le départ de pouvoir balayer tous les besoins administratifs, de bénéficier de mise en relation, de coordination entre les acteurs concernés avec un engagement clair et fiable en terme de durée de traitement

à condition aussi de mentionner le nombre d'avis par personne, car dans de nombreuses enquêtes publiques, une même personne peut déposer autant de fois que nécessaire un avis, ce qui impacte - notamment en cas d'avis négatif - le volume de réponse et la perception du ressenti négatif. Il faudrait à minima qu'une personne mentionne son identité ou avec un mail pour éviter trop d'avis segmentés. Idéalement pondérer aussi le poids de certains avis : en effet, l'avis d'un Pdt d'une chambre consulaire compte pour 1 avis, alors qu'il peut parler au nom de ses adhérents.

Les procédures se succèdent et se multiplient sans aucune coordination : étude d'impact, autorisation environnementale unique, étude de compensations agricoles, étude de compensations écologiques, l'urbanisme... chacune avec son propre rythme, ses propres instances, ses délais, ses exigences... l'instruction est uniquement théorique, hors sol, réglementaire... pas de visite de site pour comprendre les enjeux.

Le constat est clair quant à la durée de l'instruction. La mesure ne semble pas répondre à la problématique constatée. L'allongement de la consultation publique ne changera pas les méandres des différentes administrations, sujet non traité dans la mesure. En ce qui concerne la consultation publique, il s'agit plutôt d'avoir une consultation rapide et efficace avec les moyens digitaux actuels pour informer (outre une séance publique présidentielle) et récolter les avis.

"Il me semble que les délais d'instruction doivent être drastiquement diminués (3 mois maximum). Les règles doivent être clairement écrites et il ne faut pas que les projets dépendent des réponses des DDT et DREAL, qui devraient être aidants et pas l'inverse. "

Le standard EEE est fondamental, mais ne sera réellement pertinent que s'il y a des mesures contraignantes qui interdisent le "greenwashing" que certaines entreprises mal à propos tenteront immanquablement...



# “Réduction des délais d'implantation d'usine”

473 commentaires ; 3 850 réactions



## Idées secondaires

(entre 5 et 10% des commentaires)

### Des risques perçus d'allongement des délais

→ La mesure peut parfois être perçue comme contre productive : l'extension des consultations publiques pourrait induire in fine un rallongement des délais, à l'opposé de la logique de simplification. Une approche défendue par certains que la consultation publique serait dès lors pénalisante pour un projet et ne rassemblerait que les publics opposés, avec des intérêts spécifiques.

### Ouvrir les consultations à plus de parties prenantes

→ D'abord en médiatisant davantage les consultations publiques, pour mieux les faire connaître auprès des parties prenantes mais aussi du grand public. Commencer plus tôt la consultation dans le calendrier, afin d'intégrer plus rapidement les oppositions.

→ Mieux intégrer les associations de défense de l'environnement et tous les acteurs concernés.

→ Donner plus d'information et de ressources relatives au projet pour fluidifier le débat : exemple d'un porte parole qui valoriserait et communiquerait en ce sens.

### Quelques doutes sur la prise en compte réelles des avis

→ Une méfiance sur l'efficacité des avis : quelques citoyens proposent de changer de méthode, jugée trop complexe, pour retenir un meilleur suivi et un meilleur impact des avis sur le projet

→ Ne pas oublier de capitaliser sur l'existant (CNDP, enquêtes publiques) et les rendre plus visibles.



Cette mesure est importante mais la voie proposée comporte au contraire des risques de plus nombreuses réactions du public puisqu'il y aura un délai allongé. Si le sujet lié à une certaine bureaucratie est pris en compte, il omet de traiter des consultations publiques souvent trop longues et où seuls les opposants aux projets réagissent.

Il manque une communication importante de la masse des populations concernées géographiquement via les réseaux sociaux et leurs médias locaux.

La consultation du public doit commencer très tôt pour aller chercher les contestataires, faire de la concertation avec eux, et tenter de transformer les contestataires en concertations.

D'accord à condition que le projet soit exposé clairement en avantages/inconvénients car rien n'est tout blanc ou tout noir. Pour pouvoir donner un avis il faut avoir une vision d'ensemble avec les plus et les moins posés de manière objective et exhaustive.

Dans le cas où l'avis résultant de la consultation du public soit étudié

"L'on sait tous que les consultations publiques sont peu suivies ! Il faudrait envisager une autre méthode que l'enquête publique..."

"La participation du public est importante mais comporte en soi un écueil. En effet, il apparaît que s'expriment majoritairement voir exclusivement les avis contre les projets pour des raisons idéologiques ou purement personnelles, voir "intéressés".

Simplifier en allongeant les délais de consultation est contre productif. Les recours basés sur l'intérêt personnel sont très bloquants, il ne faut pas les encourager.

Il semblerait important que dès le début du projet, les associations de défense environnementale soient intégrées afin d'éviter les recours en fin de procédure, ce qui allonge, retarde, voir bloque les projets

En complément des réunions publiques d'information du public, il faudrait faire du porte à porte pour expliquer le projet ( malheureusement ceux qui se déplacent sont souvent ceux qui refusent le projet.... voir le Vélip à Paris !)

"Cette procédure existe déjà, sous la forme de la concertation gérée par la CNDP, il faudrait juste l'appliquer à tous les projets et ne pas laisser le choix au demandeur du projet.

Analyse par mesure  
-  
Faciliter

## “Economie circulaire et recyclage des déchets industriels ”

*464 commentaires ; 4 295 réactions*



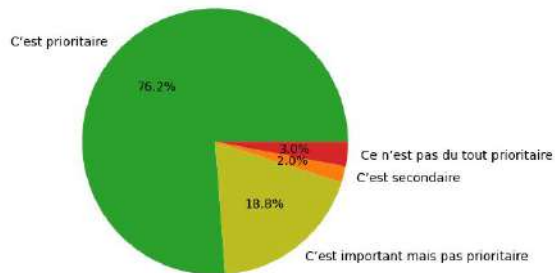
# “Economie circulaire et recyclage des déchets industriels”

464 commentaires ; 4 295 réactions



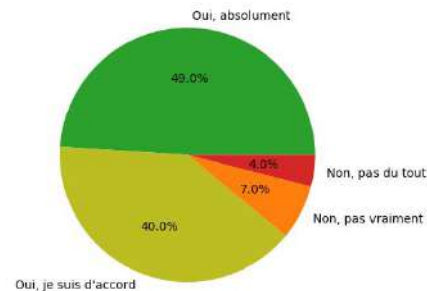
## Prioritaire

“Est-ce que ce problème est prioritaire (pour vous) ?”



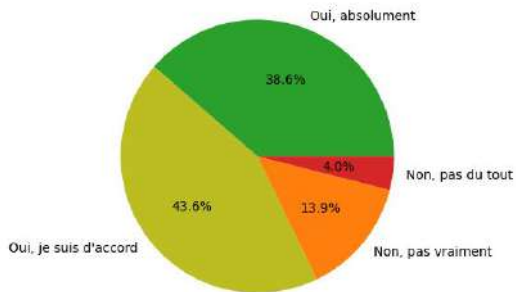
## Réponse efficace

Cette mesure permet-elle selon vous de répondre efficacement au problème ?



## Bénéfices suffisants

Selon vous, les bénéfices perçus sont-ils suffisants ?



# “Economie circulaire et recyclage des déchets industriels”

464 commentaires ; 4 295 réactions



## Principales idées

(entre 10 et 25% des commentaires)

### Minimiser en amont la production de déchets

→ Le propos mis en avant par les commentateurs est la nécessité de mettre en place, en amont, des mesures concrètes pour réduire la quantité de déchets générée.

→ **S'attaquer à la source du problème en réduisant la consommation**, en favorisant la réutilisation et la réparation. Le message central est de privilégier une approche proactive pour minimiser la production de déchets, plutôt que de se fier uniquement au recyclage qui présente des limites.

### Une gestion durable de l'eau

→ Les citoyens s'accordent sur le renforcement des mesures pour une **gestion plus durable de l'eau et des déchets**. Ils soulignent l'importance du **recyclage des eaux usées, de la récupération des eaux pluviales et de la réduction des fuites dans les réseaux de distribution**. Ils mettent en avant l'idée de hiérarchiser et de réutiliser différents types d'eau, tels que les eaux pluviales et grises, tout en évitant une dépendance excessive à l'eau potable. L'industrialisation de solutions de réutilisation des déchets est également évoquée.

→ Certains soulèvent **la nécessité de lever les blocages administratifs pour permettre l'utilisation des eaux usées** à des fins diverses.

Comme nous ne pouvons pas nous empêcher de générer des déchets, la mesure me paraît acceptable. Mais il ne faut pas oublier que le recyclage des déchets est en soi un gros consommateur de ressources. Il faut privilégier la non production de déchets (réduire la consommation), la réutilisation et la réparation.

Il me semble que la priorité est de faire en sorte que l'on produise moins de déchets. À ce propos, à quelques rares exceptions près, je ne vois pas de progrès au niveau des emballages (presque) toujours aussi nombreux qu'il y a quelques années.

Peut-être réfléchir en amont à des systèmes de production industrielle minimisant la production de déchets

Il y aurait toute une réflexion à mener sur les emballages qui sont tous quasiment jetables et qui constituent une grande part des déchets ménagers : les supprimer quand ça n'est pas vraiment nécessaire, les consigner notamment pour le verre, utiliser des matériaux bio-dégradables

Faciliter l'industrialisation d'invention qui permettent la réutilisation des déchets (exemple : eau de la douche récupérée pour les toilettes via une double paroi de douche, le procédé existe mais n'est toujours pas utilisé à grande échelle)

Le déchet prioritaire à très court terme, ce sont les eaux usées. Arrêter de construire des maisons où nous utilisons l'eau potable pour tous, y compris vider nos toilettes, et où rien n'est fait pour hiérarchiser, récupérer, recycler les différents types d'eau (pluviales, grises)

Enlever les freins et autres blocages par exemple pour le réemploi de l'eau issue des stations d'épuration porté par un ministère et bloqué par un autre.

# “Economie circulaire et recyclage des déchets industriels”

464 commentaires ; 4 295 réactions



## Idées secondaires

(entre 5 et 10% des commentaires)

### Obligations pour l'utilisation de matériaux recyclés dans l'industrie et la construction

→ Les commentaires suggèrent **d'imposer aux marchands de matériaux une obligation de revente de produits recyclés**, en augmentant progressivement la part des produits recyclés vendus.

→ Ils soulignent également l'importance de **baser les constructions et industries sur des matériaux renouvelables et non polluants dès le départ**, afin de faciliter le recyclage des déchets. Il est proposé d'exiger des industriels l'utilisation de matières premières réemployables et faciles à traiter, ainsi que de prévoir des filières de recyclage dès la phase de conception des produits.

→ Certains soulignent que toute nouvelle création d'entreprise ou d'industrie devrait obligatoirement inclure un plan de recyclage des déchets, sous peine de sanction.

### Simplifier les démarches administratives

→ Les participants constatent **la nécessité de simplifier les critères et les procédures administratives** pour encourager les entreprises et favoriser les initiatives locales.

Introduire chez tous les marchands de matériaux une obligation de revente de produits recyclés avec un % progressif dans le temps et une surface minimale de vente imposée par rapport à l'ensemble de la surface de vente du distributeur

Pour faciliter le réemploi il faudrait exiger des industriels fabricants l'utilisation de matières premières réemployables et faciles à traiter. Éviter la mise en circulation d'emballages complexes impossible à traiter économiquement.

Il manque une mesure qui obligerait dès la phase de conception des produits à utiliser les « déchets » ou matières recyclées (quitte à taxer selon la proportion de matériau non recyclable)  
Et obliger les industriels à prévoir les filières de recyclage des matériaux utilisés

Peut-être mettre en place un pourcentage autorisé de déchet ou de matière non réutilisable par produit, sous peine d'une sanction.

Simplifier, simplifier et simplifier, notamment les contraintes administratives, faire confiance aux initiatives locales.

Récupérer nos déchets réutilisables est un premier pas qui me semble important : promouvoir les filières existantes en est le corollaire/  
En simplifiant les procédures administratives existantes le reste suivra : le marché peut très bien le faire

Analyse par mesure  
-  
Former

## “Quotas en école d'ingénieur”

*502 commentaires ; 4 057 réactions*



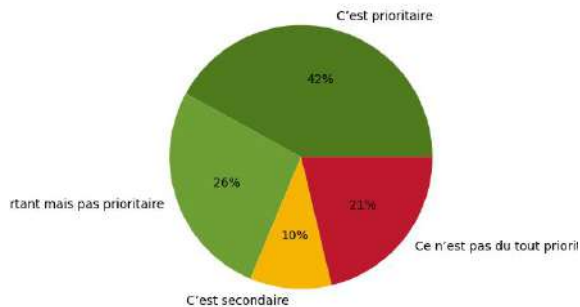
# “Quotas en école d'ingénieur”

502 commentaires ; 4 057 réactions



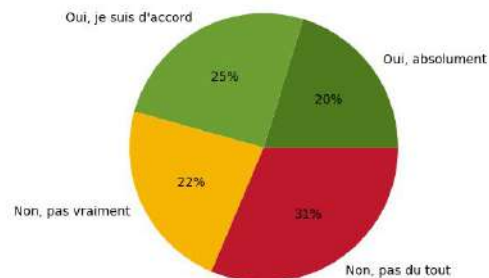
## Prioritaire

“Est-ce que ce problème est prioritaire (pour vous) ?”



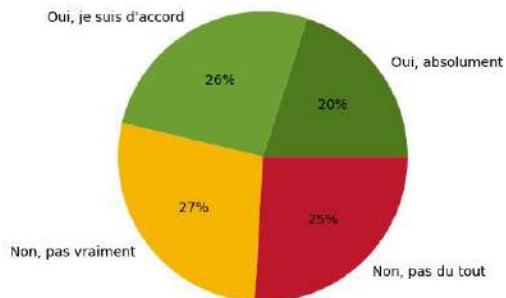
## Réponse efficace

Cette mesure permet-elle selon vous de répondre efficacement au problème ?



## Bénéfices suffisants

Selon vous, les bénéfices perçus sont-ils suffisants ?



# “Quotas en école d'ingénieur”

502 commentaires ; 4 057 réactions



## Principales idées

(entre 10 et 25% des commentaires)

### Débats sur le principe des quotas

→ Une partie des participants partagent le constat de la sous représentation des filles dans ces filières et soulignent l'importance de **diversité des profils** et **d'égalité des chances** dans ces secteurs. Certains évoquent la possibilité d'aller plus loin, en portant le taux de féminisation de **30 à 40%**.

→ Pour autant, de **nombreux citoyens s'opposent au principe même des quotas**. Sur le constat déjà : **le manque “naturel” d'intérêt** des filles pour ces domaines en expliquerait la sous représentation. Aussi, les quotas auraient **des effets contre-productifs et devraient être limités**, au nom du respect des choix individuels, de la primauté des compétences et de la qualité des formations sélectives.

Enfin, certains expriment le fait que **cette mesure ne serait pas en lien direct avec l'industrie verte**.

### Agir en amont sur les représentations véhiculées à l'école

→ **Les citoyens préfèrent aux quotas une logique de sensibilisation** dès la maternelle et tout au long de la scolarité : activités et exercices non genrés pour rapprocher les filles des mathématiques et des activités pratiques. Il est également question d'y développer l'encouragement, la confiance positive en soi des filles, ainsi que le soutien spécifique aux devoirs.

→ **Les visites immersives en entreprises** ou directement en cours, les stages, et une meilleure communication sur les métiers et filières sont également plébiscités.

Il n'y a absolument rien de naturel dans le fait que les filles se trouvent moins que les garçons vers les prépas scientifiques. Le problème est que la société conditionne très vite les filles vers des métiers littéraires ou tournés vers les autres comme médecine. Pour casser ces formatages, il est impératif de passer par des quotas.

Rien, absolument rien, n'empêche les femmes de suivre les cursus scientifiques si elles le souhaitent. Si elles ne le font pas, c'est qu'elles n'en ont tout simplement pas envie et qu'elles préfèrent d'autres filières. Au nom de quoi imposerait-on un quota minimum de femmes dans les écoles d'ingénieur ?

Parfaitement. Ça fait des années qu'on essaie d'attirer les filles vers les carrières scientifiques avec un succès très relatif. Sans mesures plus radicales, il va falloir encore des dizaines d'années avant un rééquilibrage. Soyons plus incisifs !

Ce n'est pas une question de pourcentage mais une question de compétence et d'intérêt pour le sujet. Féminiser les filières, certes, mais pas au détriment de la qualité et de l'exigence

"L'inconvénient des quotas est que des profils moins compétents peuvent être introduits et priver de place des profils plus compétents. Le risque serait le nivellement vers le bas de la filière.

Il faut donner envie aux jeunes de faire carrière dans les technologies scientifiques en créant des lieux où les jeunes filles et garçons de 15 ans s'initient aux sujets techniques (Fablab, club de lancement de fusées, bataille de robots, informatique ludique, etc..).

Le décrochage des filles pour les sciences n'est pas un problème de places disponibles qui se règle par des quotas, mais un problème de société qui se règle par l'éducation des professeurs (encourager les filles qui en ont parfois plus besoin que les garçons), des parents (ne pas propager les préjugés de genre - filles sensibles en littéraires / garçons en scientifique), des communicants (il y a des femmes dans l'industrie, dans la recherche, dans l'Histoire - il faut veiller à les montrer).

Créer une base de noms de dirigeants et activités industrielles et techniques par région pour permettre aux professeurs de collège et lycées d'organiser des rencontres annuelles élèves dirigeants actifs ou retraités

Créer des cours de soutien et d'aide aux devoirs uniquement pour ceux qui ont un niveau plus faible, dont les jeunes filles, qui ont des contraintes chaque mois par exemple.

"Il faut donner de l'attractivité aux métiers de l'industrie dès la fin du collège et surtout en seconde car les orientations sont décisives à ce moment de la scolarité. Visite d'entreprise, témoignages de femmes, parcours professionnelles, redonner du sens à l'industrie (verte)"



# “Quotas en école d'ingénieur”

502 commentaires ; 4 057 réactions



## Idées secondaires

(entre 5 et 10% des commentaires)

### Un travail plus précis sur les filières

→ **Décloisonner les filières** (sans oublier celles universitaires) toujours à travers l'encouragement et l'information donnée sur chacune, dès le lycée, notamment lors des admissions post-bac.  
**Agir également en amont sur le nombre de places en filière** (BCPST et CPGE).  
→ **Développer le mentorat et la pédagogie** et tout en stimulant l'attractivité globale des filières.

### Insister sur le rôle des enseignants et des parents

→ Retour à l'importance de **l'éducation dans la construction des ambitions professionnelles**.  
→ **Inclure le rôle des enseignants** qui doivent guider sans stéréotyper. **Mieux les former** pour cela, aux débouchés mais également aux problématiques industrielles et scientifiques.

### Mesures additionnelles

→ **Mettre en place un accompagnement individualisé** pour que les filles prennent mieux connaissance de l'offre de formation.  
**Miser également sur la transmission de compétences** au sein des entreprises.  
**Mieux piloter le suivi des données** de genre sur l'accès aux filières et secteurs professionnels.

En plus d'encourager les filles dans des filières où elles sont peu représentées, il est nécessaire d'adapter les filières à cette mixité. Il est important également de montrer, préciser aux filles les débouchés qu'elles auront à la fin de leurs études.

Au-delà de la féminisation, il faudrait donc également introduire des objectifs d'élargissement du nombre de places dans ces classes préparatoires, et des dispositifs de communication pour mieux valoriser les débouchés auprès des jeunes.

Travaillons sur l'attractivité des filières scientifiques, que ce soit pour les garçons ou les filles. J'ai observé une politique de quotas dans mon entreprise qui a donné de très mauvais résultats.

-augmenter le nombre d'écoles et le nombre de places dans ces filières scientifiques (en réduisant au passage le nombre de places dans les filières littéraires...). Améliorer l'enseignement du calcul, de la logique, des maths dès la maternelle et surtout dans le primaire. D'expérience, pour avoir longtemps œuvré dans le soutien scolaire aux enfants en difficulté, il y a un champ immense à exploiter avec le numérique : lorsque les enfants ont la sensation de jouer, ils apprennent naturellement, et ceci quel que soit le niveau social de leurs parents. Améliorer et développer tous les enseignements scientifiques dans le secondaire, là aussi en utilisant massivement le numérique"

C'est aux enseignants d'ouvrir des perspectives aux élèves, aux parents en connaissance de cause de les conforter dans le choix que font leurs enfants peu importe, garçons ou filles. Il n'y aura rien de plus débile que d'imposer des quotas ce qui compte c'est que les adolescents soient heureux dans leur choix professionnel.

Pensez-vous à former les enseignants de ces secteurs, afin d'éviter à ces pionnières les traitements sexistes, misogynes, les petites remarques humiliantes qu'ils ne manqueront pas de faire!??

Les quotas envisagés risquent de poser des problèmes. Il faudrait aussi s'assurer de déployer une offre de formation suffisante sur l'ensemble du territoire national.

"Un cockpit de visualisation avancé de la diversité Homme/Femme dans les établissements scolaires, à tous les niveaux (géographique, niveau d'enseignement, filière, spécialisation...) serait un énorme plus pour prendre des décisions efficaces et pertinentes.

"Cette mesure devrait être complétée par un encouragement donné aux ingénieurs, techniciens et ouvriers en place, notamment les plus âgés à rester un peu plus longtemps en activité pour transmettre leur savoir faire aux plus jeunes de l'entreprise.

Analyse par mesure  
-  
Favoriser

## “Standard triple E”

*476 commentaires ; 3 444 réactions*



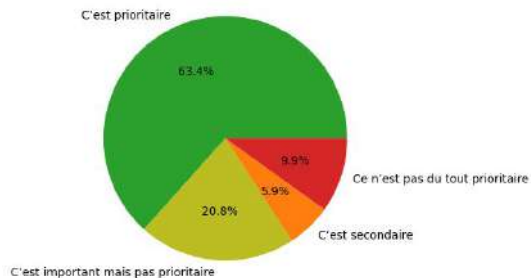
# “Standard Triple E”

476 commentaires ; 3 444 réactions



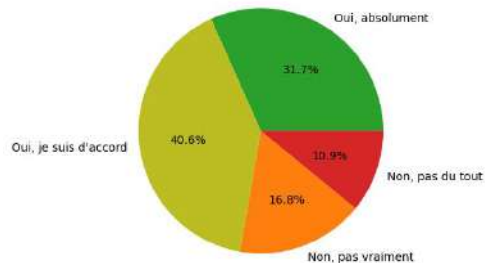
## Prioritaire

“Est-ce que ce problème est prioritaire (pour vous) ?”



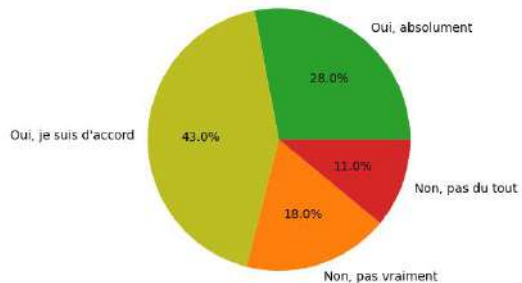
## Réponse efficace

Cette mesure permet-elle selon vous de répondre efficacement au problème ?



## Bénéfices suffisants

Selon vous, les bénéfices perçus sont-ils suffisants ?



# “Standard Triple E”

476 commentaires ; 3 444 réactions



## Principales idées

(entre 10 et 25% des commentaires)

### Maîtriser la multiplication des labels et standards

→ La coexistence de standards, labels et certifications **crée de la confusion auprès des citoyens/entreprises**, il existe un risque perçu à en créer de nouveaux. Une pression réglementaire supplémentaire vu comme potentiellement contre productive. **L'uniformisation est préalablement privilégiée**, notamment des normes existantes (ISO, EcoVadis etc.).  
→ **Le label est néanmoins reconnu comme permettant de valoriser les produits fabriqués en France**, dans une logique à la fois d'économie circulaire, de réindustrialisation et de respect des normes RSE existantes.

### Affiner les critères d'éligibilité au standard

→ Les citoyens proposent plusieurs mesures pour aller plus loin : **une TVA progressive** associée au standard, **une gradation** par palier du triple E avec avantages compétitifs croissant, son introduction **dans les marchés publics** également.  
→ Les citoyens pensent à ouvrir la mesure à des **secteurs professionnels entiers** plutôt que des entreprises uniques,  
→ **Préciser les critères** : type de matières utilisé pour la production, volet recyclage/durabilité, labellisation, objectifs de maintien de l'emploi, “carbo-score”, implication des salariés et des citoyens dans l'activité.

### Rendre obligatoire la mesure

→ **Les citoyens évoquent une application obligatoire et coercitive du triple E**, par exemple pour postuler aux marchés publics, allant de paire avec un contrôle accru de l'Etat.

“Éviter la multiplication des standards et étiquettes. Il existe déjà des standards comme HQE, haute qualité environnementale dans le bâtiment. Veiller à uniformiser aussi au niveau européen pour les entreprises qui exportent.”

Bonjour, il existe effectivement des labels tels EcoVadis qui me paraissent fiables. C'est une bonne idée de greffer une partie environnementale sur ce label plutôt que d'en créer encore d'autres. Et ça fait partie intégrante de la RSE.

Il faudrait éviter de rajouter encore un label sur une couche de labels. D'une part il faudrait simplifier pour n'avoir plus qu'un seul label sur le sujet et d'autre part il faudrait qu'il permette aux entreprises d'avoir un avantage compétitif concret sur les autres entreprises.

Ce label doit être conçu sur des bases quantifiables et chiffrées et doit tout inclure même une note concernant l'extraction ou fabrication des matières dans le pays d'origine: pollution, emploi et rémunération des ouvriers, transport..... possibilités de recyclage des produits finis etc... obliger l'État et les collectivités locales à n'utiliser que des produits labellisés et n'autoriser la publicité et reportages télé que pour ces produits. Bien évidemment seul un organisme indépendant ne pourra délivrer ce label. Professionnaliser garantira un contenu de qualité.”

Associer ce label à un objectif d'emploi senior, genre EEE+ pour les entreprises qui emploient plus de x% de seniors

“Au delà de la dimension environnementale il faudrait AUCSI en profiter pour intégrer la dimension SOCIÉTALE pour faire face au caractère holistique de l' enjeu. Interdire les appels d' offres publics nombreux ou 60% de la note est encore sur le prix !!!”

Favoriser le passage de ce label en apportant un avantage compétitif soit en priorisant les commandes publiques, soit en apportant un avantage fiscal du type Credit Impots pour entreprises

Il faut être plus précis dans les critères de sélection, pour ne pas faire avec le “bio”, lourdement subventionné mais qui est parfois moins bio que d'autres sources de production raisonnées.

Cette mesure devrait être obligatoire pour toutes les entreprises, à l'échelle européenne, et y intégrer l'ensemble de la chaîne de valeur de chaque filière, tel que le prévoit la loi sur le devoir de vigilance.”

Le standard EEE est fondamental, mais ne sera réellement pertinent que s'il y a des mesures contraignantes qui interdisent le “greenwashing” que certaines entreprises mal à propos tenteront inmanquablement...

# “Standard Triple E”

476 commentaires ; 3 444 réactions



## Idées secondaires

(entre 5 et 10% des commentaires)

### Veiller à l'efficacité et à l'actionnabilité du label

→ **Certaines craintes autour de l'efficacité et de l'applicabilité** de cette mesure qui pourrait être détournée. Pour contrer ces effets, le standard devra être adapté aux spécificités des secteurs concernés et éviter de créer de la confusion supplémentaire.

### Étendre le standard à certains secteurs

→ Intégrer notamment le **transport des marchandises** ou encore **l'industrie du luxe**.

→ **Adapter la mise en place du label EEE** pour qu'il soit accessible aux TPE/PME.

→ **Élargir la liste des critères de certifications pour l'obtention** : inclure les artisans et prendre en compte les circuits courts, l'emploi local et la protection des marchés nationaux.

### Simplifier le processus de certification

→ Éviter une **lourdeur administrative** excessive due aux procédures. La certification devra faire l'objet d'un accompagnement.

→ **Simplifier la lisibilité vis-à-vis des consommateurs** : notamment pour que ces derniers puissent mieux comprendre le standard.

Éviter de créer des "usines à gaz" permettant à certaines entreprises de devenir des spécialistes de la revente du label comme c'est le cas actuellement avec les bourses de prime à la rénovation énergétique ... compliqué !

Attention à ce que ce label ne soit pas du greenwashing.

Si possible élargir la liste des certifications déjà obtenues par les entreprises qui entreront dans le standard EEE de façon à ne pas tout avoir à recommencer. Exemple certification BCorp.

Adapter la mise en place de ce standard EEE afin qu'il soit accessible aux TPE/PME.

On ne parle que trop souvent de l'industrie verte ! Je souhaite lancer l'artisanat vert. Quelles mesures nous accompagnent sur le sujet ? Alors que nous sommes des acteurs majeurs en pleine conscience. Quant à l'industrie, nous devons tenir un cahier des charges avec un engagement réel.

Attention également à ne pas rajouter de la bureaucratie dans la gestion des entreprises, notamment les plus petites. En résumé, un label/standard c'est bien mais si cela entraîne des surcoûts non valorisables cela sera contre productif. Il faut que cela permette soit d'obtenir des financements attractifs soit d'accéder à des réductions d'impôts type CIR (à voir l'approche américaine type Green Act et la loi climat avec l'Inflation Reduction Act)."

La simplicité doit être le premier objectif, l'a l'issu imité aussi. Il faut contrôler. Il faut que « les copies » soient sanctionnées. Le consommateur est perdu. La communication est donc essentielle.

"La certification EEE pour les entreprises et particulièrement pour les PME aura un coût. Il faut déjà envisager quels seront les soutiens possibles. Attention également à ne pas rajouter de la bureaucratie dans la gestion des entreprises, notamment les plus petites. En résumé, un label/standard c'est bien mais si cela entraîne des surcoûts non valorisables cela sera contre productif. Il faut que cela permette soit d'obtenir des financements attractifs soit d'accéder à des réductions d'impôts type CIR (à voir l'approche américaine type Green Act et la loi climat avec l'Inflation Reduction Act)."



MAKE.  
ORG